

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

La gauche, Blocher et Hildebrand

La rédaction de *Pages de gauche* a publié le 12 janvier, sur son site Internet, un texte dénonçant Philipp Hildebrand, tout en critiquant l'unanimité de la presse à le soutenir, ainsi que la réaction du PSS. Ce texte a provoqué de nombreuses réactions, dont celle de Dan Galin (membre du Comité du journal), que l'on pourra trouver sur ce même site.

Sur le fond de l'affaire, la rédaction maintient bien sûr sa position, qui tenait en trois éléments principaux: les agissements de Philipp Hildebrand sont inadmissibles et rendaient sa démission inévitable, le fait que l'affaire ait été éventée par Blocher et la *Weltwoche* ne devait pas conduire à soutenir Hildebrand, le soutien quasi unanime que ce dernier a reçu n'a fait que renforcer l'UDC dans sa posture du preux chevalier luttant contre les «élites corrompues». Ne pas reconnaître que le président de la BNS était indéfendable dès qu'il a admis les actes qu'on lui reprochait (en accusant dans un premier temps sa femme d'en être responsable) tient de l'erreur de jugement politique.

Quant au contexte politique, si Blocher et l'UDC mènent en effet une croisade contre la BNS depuis de longs mois, leurs adversaires n'en sont pas pour autant soucieux de la seule stabilité des institutions, comme on a pu le lire. Quand des journaux comme *Le Temps* ou *Bilan* soutiennent Hildebrand jusqu'à sa démission (et même après), on devrait comprendre que l'affaire ne se résume pas à l'affrontement entre Blocher et un supposé «front républicain» qui devrait nécessairement englober la gauche. La réalité, c'est que certaines forces économiques naguère protégées par le Parti radical – par exemples les banques – le sont désormais par l'UDC.

Réd.



Le Parthénon à vendre?

La démocratie en temps de crise

La Hongrie de Viktor Orban, la Russie de Vladimir Poutine, la Grèce de Lucas Papadémos. Dans ces trois pays, la démocratie est attaquée. Elle l'est politiquement à Budapest et à Moscou, elle l'est économiquement à Athènes. Mais, par-delà des contextes évidemment différents, la démocratie est partout attaquée sous le signe de la *crise*, comme si la démocratie n'était qu'un gadget de riches et une institution faite pour des temps heureux et insoucians. Tout au contraire, comme en Égypte, comme en Tunisie, comme en Syrie, et comme partout en Europe, la démocratie, c'est plus que jamais la *solution* aux crises que nous traversons aujourd'hui!

Lire en pages 6-7

■ Travail des enfants

L'exemple de la culture du coton au Bénin

Page 3

■ Asile

Analyse de la politique de Simonetta Sommaruga

Page 10

■ Polices

Un anthropologue dans les quartiers sensibles

Page 11

CAMARADE CHRONIQUEUR

Réflexions sur la politique de formation

Si mon engagement au PS est avant tout syndical, ma récente intégration de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) m'a amené à me plonger dans le dossier passionnant de la politique de formation. Et, dans ce domaine également, il y a beaucoup à faire pour améliorer la justice sociale et l'égalité des chances de notre système. C'est donc dans cette direction qu'iront les trois réflexions que Pages de gauche m'offre de publier dans ses pages.

A l'heure où j'écris ces lignes, l'Union des Étudiant-e-s de Suisse vient de déposer son initiative sur les bourses d'études, qui propose une harmonisation du système pour mettre fin aux inégalités entre cantons et améliorer l'accès à la formation pour chaque jeune de ce pays. Cela est capital et j'y reviendrai le mois prochain.

En matière d'inégalités, la CSEC du Conseil national vient de confirmer sa volonté d'en combattre une autre: celle qui touche aujourd'hui les étudiant-e-s en médecine. En effet, alors que la Suisse souffre d'un manque de médecins, le Conseil fédéral a décidé de fixer les taxes de l'examen fédéral pour les étudiant-e-s en

médecine à 2'200 frs au total, contre 680 frs jusqu'à présent. Cette décision pose un grave problème d'inégalité de traitement, par rapport aux autres étudiant-e-s mais aussi par rapport aux médecins étrangers. Surtout, cela remet en cause la conception même de la formation, qui doit rester un service public, dont l'accès n'est pas conditionné par la situation financière de la famille du jeune. En effet, si après les sept années d'étude de médecine, une famille aisée n'aura pas de problème à payer ces 2'200 frs, il en est tout autrement pour un-e jeune issu-e de la classe moyenne ou défavorisée (qui aura déjà dû, ne l'oublions pas, s'acquitter des taxes d'études pendant les sept années précédentes). L'injustice est écœurante! La commission a donc donné un signal fort, qu'il nous faudra encore confirmer au plénum du Conseil national.

Ce débat autour des taxes d'examen pour les futurs médecins n'est pas anodin. Il s'inscrit dans le contexte actuel, où l'on parle plutôt de hausses des taxes d'études et où il faudra résister aux tentatives de la droite d'aller dans ce sens.

*Mathias Reynard
Conseiller national PS (VS)*



Novartis: Vaud champion des cadeaux fiscaux.

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Novartis ouvre la boîte de Pandore

Beaucoup de choses ont déjà été dites sur «l'affaire Novartis», parfois critiques, souvent optimistes. Pour rappel, l'entreprise qui a commencé par annoncer la fermeture d'un site et des licenciements, a finalement maintenu la plupart des emplois en obtenant des contreparties. Il s'agit de concessions de ses employé-e-s, de facilités de la part du canton de Vaud, et surtout d'allègements fiscaux.

Il est évident qu'il est difficile de critiquer les employé-e-s, syndicats, partis et le gouvernement qui se sont engagés pour le maintien du site. S'ils-elles ne l'avaient pas fait, c'est probablement à eux plus qu'à Novartis qu'on aurait attribué la faute de ne pas avoir fait suffisamment de concessions. Elles-ils ont bien fait de s'engager ainsi, et n'avaient pas vraiment d'autre choix de toute façon. Le cadre légal dans lequel nous nous situons donne à l'État la possibilité d'offrir de tels allègements fiscaux en l'absence de toute forme de transparence, mais ne punit pas une entreprise bénéficiaire qui décide de se faire un peu de beurre supplémentaire en jetant à la poubelle ses salarié-e-s.

Novartis a ouvert la boîte de Pandore car l'affaire a démontré la faiblesse du politique face aux grands acteurs économiques et aux grandes entreprises. On voit que, même quand tout va bien, on peut obtenir des allègements fiscaux et détériorer les conditions de travail, en recevant en plus des remerciements.

D'autres exploiteront cette faiblesse et demanderont toujours plus en échange de leur présence. La solution, ce n'est pas de gérer autrement une crise similaire, mais de changer le cadre légal pour renverser la machine. Si Novartis appartenait à ses employé-e-s ou à la population suisse, jamais elle n'aurait fait vivre cela à la population et à ses salarié-e-s. N'oublions pas que les intérêts entre cette entreprise et la population dans son ensemble divergent.

Samuel Bendahan

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), Philippe Gilbert (PG), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Line Rouyet (LR), Sébastien Schnyder (SS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Philipp Müller, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Antoine Chollet

Webmasters:
Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Recture:
Dominique Hartmann, Salima Moyard

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

AFRIQUE

Économie politique du trafic d'enfants au Bénin

Presque partout dans le monde, la «pauvreté» est présentée comme la cause principale du trafic d'enfants. C'est notamment le cas au Bénin, où selon les autorités la pauvreté serait la cause qui expliquerait l'apparente endémie du trafic de main d'œuvre enfantine.

Toutefois, face à ce discours unanimement accepté, il y a un chaînon manquant: qu'est-ce qui cause cette pauvreté? En effet, le fait que certain-e-s manquent d'argent est traité comme un simple fait, comme une vérité objective, par ceux et celles qui s'occupent de la lutte contre le trafic d'enfants.

Pourtant, et le cas du Bénin le montre bien, la «pauvreté» n'est pas juste un phénomène donné, mais plutôt la conséquence de choix politico-économiques. Ainsi mis en évidence, il est possible de remettre en question ces choix et de replacer le trafic d'enfants dans une autre perspective. Le cas de la culture du coton au Bénin et l'effet des subventions américaines à la production sur les revenus des paysan-ne-s béninois-es est révélateur de ces effets en chaîne.

PLAINTÉ À L'OMC CONTRE LES SUBVENTIONS AMÉRICAINES

En 2003, le Bénin et d'autres pays producteurs de coton ont porté plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en montrant que les subsides américains pour la production domestique de coton réduisaient les revenus nationaux et celui des foyers africains. Il était précisé que les subventions américaines représentaient trois fois le budget de l'agence américaine de développement pour l'Afrique. Les plaignant-e-s demandaient l'arrêt des subventions et une compensation pour leur perte de revenu. Bien que dans d'autres cas, l'OMC ait reconnu que les subventions américaines affectaient les prix mondiaux,

l'équipe de négociation américaine a toujours refusé de faire un lien entre les subventions versées et la baisse de revenu des petit-e-s productrices-eurs, au Bénin ou ailleurs.

UN LIEN DE CAUSALITÉ INDISCUTABLE

Pourtant, il existe bel et bien un lien de causalité entre les subventions américaines aux agro-industriels de la production du coton et le niveau de revenu des foyers, en l'occurrence béninois.

Le système fait que les paysan-ne-s reçoivent des avances basées sur les prix mondiaux. Malgré les problèmes d'organisation de cette filière au Bénin, si les prix mondiaux sont hauts, les paysans en profiteront en partie aussi. La hausse des subventions américaines pour compenser la chute des prix mondiaux du début des années 2000 a eu pour effet de maintenir des prix bas et de favoriser une surproduction, renforçant cet effet négatif.

Les subsides ont donc eu une conséquence directe sur la baisse de revenu de foyers souvent déjà fragilisés. Comme ces foyers sont toujours à la limite, la moindre variation de revenu peut avoir des conséquences dramatiques. D'autant plus que dans les économies ouest-africaines très monétarisées, l'accès à l'argent liquide est vital pour la réalisation des activités sociales et l'accès aux services (école, mariage, etc.).

La hausse des subsides américains dans les années 2000 a causé d'une part une augmentation de la migration des jeunes hommes, notamment vers le Nigeria pour aller travailler dans les mines. D'autre part, elle a renforcé l'exploitation d'une main d'œuvre plus jeune, moins revendicative et moins chère.

Ainsi la chaîne de causalité apparaît clairement: la décision politique des États-Unis de subventionner les agro-in-

dustries du coton diminue les prix mondiaux; ces diminutions de prix réduisent les revenus des producteurs béninois; les marges sont déjà si faibles que la moindre variation des prix a des effets immédiats sur le comportement des actrices-eurs, en particulier les jeunes hommes; ces derniers sont forcés à aller chercher du travail dans des conditions difficiles souvent catégorisées comme relevant du trafic d'enfants.

DÉPOLITISATION DU PROBLÈME

Ainsi, en promouvant une idée de la pauvreté qui n'est pas incarnée dans des conditions socio-économiques particulières, les actrices-eurs de la lutte contre le trafic d'enfants dépolitisent les enjeux. Les choix politico-économiques qui renforcent le fonctionnement du marché, de la main d'œuvre, du travail, de la migration et de l'exploitation, et qui sont centraux pour la compréhension du «trafic», sont mis de côté. Mais si on sait que la «pauvreté» est à l'origine du trafic de main d'œuvre, on sait également, notamment au Bénin, ce qui se trouve à l'origine de la pauvreté.

Le choix est donc relativement simple: soit les agro-industries des pays industriels sont encore subventionnées pour produire une matière première qui peut être produite ailleurs dans de meilleures conditions, soit ces subventions à l'exportation sont arrêtées avec l'effet d'améliorer la vie de milliers de paysan-ne-s et en protégeant leurs enfants de dangers catégorisés comme du trafic d'enfant. Quel sera ce choix?

*Neil Howard
Chercheur sur le trafic de
main d'œuvre enfantine,
Université d'Oxford*

(traduction: MG)

LUTTE SYNDICALE

Convention nationale de la construction: la lutte continue!

La dernière séance de négociation du 20 janvier 2012 entre la Société suisse des entrepreneurs (SSE) et les syndicats a prouvé une nouvelle fois que le renouvellement de la Convention nationale de la construction (CN) ne se fera pas sans nouvelles mobilisations et grèves. Afin d'éviter un vide conventionnel en 2012, Unia et Syna étaient prêts à prolonger de trois mois la CN actuelle, et ainsi prolonger de quelques mois les négociations. En contrepartie, la SSE a exigé le respect absolu de la «Paix du travail», même en période de vide conventionnel. Une interdiction de communiquer sur les négociations a également été demandée. Ces conditions sont inacceptables pour les syndicats, qui ont refusé cet accord. Pour l'instant, les négociations sont donc bloquées et un vide conventionnel demeure.

SECTEUR EN PLEIN ESSOR

La branche du bâtiment reste un secteur en pleine expansion, malgré la crise économique que nous traversons. Les

améliorations que les syndicats exigent depuis début 2011 sont donc tout à fait sensées. Ceux-ci souhaitent 100% du versement du salaire en cas de maladie, d'accident ou en cas d'intempéries. Une protection accrue contre le licenciement des personnes exerçant un mandat syndical doit aussi être mise en place et les salaires minimaux doivent être ajustés. Enfin, une mesure contre le *dumping* salarial dû aux chaînes de sous-traitance est demandée. Cette responsabilité solidaire de l'entrepreneur principal commence à être prise en compte dans certaines CCT. Malgré cela, les demandes des syndicats ne sont pas acceptables pour la SSE, qui exige depuis la fin de l'année 2011 une simple prolongation de la CN.

VOLTE-FACE DE LA SSE

La SSE a en effet décidé en novembre dernier de retourner sa veste en balayant la solution négociée en cas d'intempéries. Selon les patron-ne-s, la «Paix du travail» a été rompue suite aux journées nationales de protesta-

tion organisées par Unia et Syna le 25 novembre et le 2 décembre derniers. Ce prétexte cache simplement les exigences premières à peine voilées de la SSE, qui souhaite uniquement démanteler les acquis sociaux obtenus à force de solidarité entre travailleuses-eurs. La SSE désire exclure certains domaines d'activité de la CN et supprimer le salaire minimum pour les salarié-e-s de moins de vingt ans et les personnes n'ayant pas une «pleine capacité de rendement». Il est donc urgent pour les syndicats d'élaborer un plan de mobilisation pour 2012, puisque ce n'est que de cette manière que le patronat pliera devant les exigences des salarié-e-s. Le recours à la grève ou aux mobilisations, qui restaient rares en Suisse, prend en effet de plus en plus d'ampleur: les salarié-e-s ne sont pas d'accord de se serrer la ceinture pour que les entreprises augmentent encore leurs profits! Ils et elles méritent plus de protection et une augmentation réelle de leurs salaires.

Émilie Pasquier

11 MARS

Un peuple de petits propriétaires?

Les milieux immobiliers ont lancé deux initiatives sur l'épargne-logement qui seront soumises à votation en mars et en juin de cette année. Elles prévoient de défiscaliser une épargne destinée à l'acquisition d'un logement, l'idée étant de favoriser les citoyen-ne-s à devenir propriétaires. L'une d'elles est chiffrée et engendrerait une perte fiscale de 196 millions de francs pour les cantons et de 36 millions pour la Confédération.

Si certain-e-s pourraient être séduit-e-s par ces initiatives et leurs promesses, notamment les «classes moyennes», il ne faut pas

s'y tromper. Ces deux initiatives favorisent la défiscalisation des revenus élevés et du capital, plutôt que l'accès à la propriété et la prospérité de la collectivité. En effet, force est de constater que celles et ceux qui pourraient bénéficier le plus de cette défiscalisation ne sont pas les revenus bas et moyens, mais bien les revenus aisés. Or, ces derniers ont déjà une plus grande capacité à l'épargne et n'ont besoin d'aucune aide pour acquérir leur logement. L'exemple de Bâle-Campagne, qui possède ce type d'instrument, montre dans les faits que la majorité des indivi-

us qui l'utilisent le font pour des raisons fiscales.

Ces initiatives participent donc de la stratégie du salami visant à favoriser les classes dominantes profitant déjà outrageusement du système fiscal suisse en allégeant leurs impôts et en leur offrant de nouvelles opportunités de captation du capital.

Enfin, il semble encore pertinent de relever qu'être propriétaire n'est pas synonyme de prospérité, ni collective, ni individuelle.

Sébastien Schnyder

À consulter: www.asloca.ch.

HÔPITAL NEUCHÂTELOIS

Le Conseil d'État respecte la loi

La dernière réforme hospitalière neuchâteloise pourrait passer pour un nouveau rebondissement d'une affaire lancée en 2005, lorsque la loi sur l'Établissement hospitalier multisite a été acceptée en référendum. Il n'en est rien, car le véritable enjeu consiste à maintenir un hôpital crédible à La Chaux-de-Fonds. Le Conseil d'État a annoncé le 21 décembre 2011, respectant en cela la loi et le mandat confié au gouvernement, vouloir répartir les principales tâches hospitalières entre les sites de La Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel, tout en y maintenant deux services d'urgences. Dans un second temps, une réflexion approfondie, qui devrait durer une dizaine d'années, va s'ouvrir sur l'opportunité de centraliser tous les services sur un seul site, la localisation d'un tel site unique demeurant officiellement ouverte.

UNE CROISADE CONTRE LE HAUT

L'opposition acharnée d'une partie des chef-fe-s de service, du Conseil d'administration de

l'Hôpital neuchâtelois (qui a fonctionné pendant des années de manière totalement auto-cratique), de la droite et de la presse à cette nouvelle répartition ne doit pas nous abuser: il s'agit de la continuation de la guerre de tranchées lancée dès le départ contre le concept d'un hôpital multisite – celui-là même que définit la loi adoptée par le peuple en 2005 – et en faveur d'un regroupement des soins aigus en ville de Neuchâtel. Ces opposant-e-s n'ont eu de cesse, depuis l'annonce de cette nouvelle répartition, de la dénoncer selon des arguments économiques ou de prétendue «rationalisation» médicale. Ces attaques témoignent en réalité d'une volonté ferme de limiter autant que possible le nombre de services sis à La Chaux-de-Fonds, dans la perspective d'une marginalisation progressive du site.

Nous n'avons jamais défendu ici les vertus de la centralisation en matière de services, et avons au contraire toujours rap-

pelé les bénéfiques économiques de la décentralisation, la Suisse tout entière en est la preuve. Le regroupement des services (qu'il s'agisse de la santé, de la formation, de l'administration, etc.) en un seul lieu est le plus sûr moyen de dégrader le niveau des prestations et d'appauvrir tout le monde. Pour cette raison, il faut soutenir la décision du Conseil d'État et de sa ministre socialiste Gisèle Ory.

Antoine Chollet



Le Conseil d'État neuchâtelois se souviendra-t-il que le canton existe au-delà du Littoral?

BANQUES CENTRALES

La BNS indépendante... de quoi?

L'affaire Hildebrand donne l'occasion de se reposer la question de l'indépendance des banques centrales, qui s'est imposée peu à peu comme une norme quasiment incontestée. Or, loin d'être une simple règle de bonne gouvernance, cette sacro-sainte indépendance sert évidemment des intérêts qu'il est important d'analyser.

DES GOUVERNEMENTS FORCÉMENT LAXISTES

De façon générale, la règle d'indépendance des banques centrales répond à une crainte: si c'était le gouvernement qui maîtrisait la politique monétaire, il tendrait à pratiquer une politique monétaire expansive dans l'espoir de stimuler la demande publique et privée, et donc l'emploi, ce qui générerait de l'inflation.

Cette formulation est pour le moins unilatérale. L'inflation n'a pas pour unique déterminant la politique monétaire. Le niveau des salaires et des prix varie évidemment en fonction d'un certain nombre d'autres facteurs, tels que la négociation collective visant à l'amélioration des salaires. Une progression forte des salaires entraîne de l'inflation – ce qui ne signifie pas que celle-ci se répercute assez vite pour annuler complètement les effets des hausses de salaire. De même, un changement rapide des prix d'une matière première importante peut également entraîner de l'inflation.

UNE BONNE DOSE DE CHÔMAGE ET UN DOIGT D'INFLATION?

La négociation collective n'étant possible que dans le cadre d'un chômage relative-

ment faible, on comprend pourquoi les intérêts du capital sont de poursuivre simultanément deux objectifs: la lutte contre l'inflation et la favorisation de l'existence d'un taux de chômage intérieur important (ou, dans le monde contemporain, d'une ouverture extérieure à des coûts inférieurs de production dans d'autres pays).

Lutter contre l'inflation, c'est avant tout assurer la situation des prêteuses-eurs (les détentrices-eurs de capital) contre celles des emprunteuses-eurs. On comprend pourquoi les milieux de la droite patronale crient harosîtôt que l'indépendance de la BNS et la lutte contre l'inflation sont remises en question. Mieux vaut ne pas joindre notre voix à ce concert.

Benoît Gaillard

GRÈCE

Devise nationale: *la liberté ou la mort*

Il est difficile d'imaginer, surtout depuis la Suisse encore préservée, la situation inédite et catastrophique dans laquelle est plongée la Grèce. La crise financière se fait désormais tragiquement ressentir dans la population et chaque citoyen-ne grec-que a son lot d'anecdotes à raconter, signes dérisoires mais représentatifs de la déréliction de tout un pays. Un gouvernement d'union nationale imposé par la «logique» des marchés ne se fait plus l'écho démocratique des revendications légitimes de ses citoyens; une mise au pas du pays se fait par le haut, sans concertations larges, ni réels débats. Les vicissitudes de la vie politique hellénique ont fait place aujourd'hui à une pléthore de mesures pour «rassurer» les investisseurs et pour garantir que l'on ne fera pas de cadeau aux Grec-que-s, sans se soucier de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement.

LA DETTE IMPOSSIBLE

Comment évaluer l'efficacité de ces mesures? Tout d'abord, il faudrait savoir si les dispositions et taxes mises sur pied seront suffisantes pour absorber la dette, et de simples calculs, même avec des taux d'intérêt moins élevés (aujourd'hui la Grèce a un taux spéculatif inouï de 37%; ce qu'aucun pays ne pourrait supporter, et le prétendu «effacement» de la dette de 100 milliard permettra tout juste à la Grèce de retrouver son niveau d'endettement de 2008!) montrent bien que toute résorption de la dette prendrait une centaine d'années. Et cette évaluation est purement formelle, elle ne prend en compte que la dimension financière du problème. Mais l'enjeu est ailleurs, car peu importe si cela prend cent ans, en fait, puisque cet argent, généré à partir de rien, va rentrer petit à petit dans l'escarcelle des investisseurs pour maintenir le dispositif. Ce n'est pas l'efficacité qui est recherchée, mais le soutien à un système qui s'alimente lui-même en dehors de toute réalité sociale et politique et cherchant toujours à générer de la richesse

à partir de rien (comme lors de la spéculation des subprimes ou de la bulle Internet).

UNE SOCIÉTÉ PRÉCARISÉE

Aujourd'hui, un peuple entier endosse la responsabilité d'une dette générée abstraitement par les marchés, et à l'inefficacité des mesures pour en sortir s'ajoute l'incapacité de l'administration grecque, en plein démantèlement, à faire face à cette situation. Ici commence la suite d'anecdotes risibles et tragiques, comme ces files d'attente pour recevoir sa déclaration d'impôts qui ne vient pas ou qui est fantaisiste, et les fonctionnaires eux-mêmes ne savent plus ce qu'il faut faire, n'ont pas les papiers, ni les directives. Les Grec-que-s se fient aux journaux et à la télévision pour savoir ce que le gouvernement édicte, mais rien ne suit sans chaos et de nombreuses injustices. Les personnes âgées sont retirées des maisons de retraite, devenues trop chères, et les pharmacies ne distribuent plus les médicaments parce qu'ils ne sont plus remboursés. Des exemples qui prouvent que toutes les sphères de la vie sont touchées et précarisées; encore

une fois, ce sont les plus faibles qui en souffrent le plus mais aussi la «classe moyenne» qui se paupérise dangereusement.

Qui veut bien racheter la Grèce, bradée? À quand la déferlante et le retour de l'argent facile pour prendre possession des biens de la Grèce? Il faut rappeler qu'elle ne représentait déjà pas grand chose: à peine 2% de l'ensemble de l'économie européenne, et on veut nous faire croire que son «effondrement» serait trop coûteux! Qu'est-ce que cent milliards à l'heure où l'argent ne vaut plus rien, après le choc de 2008 qui a vu des milliers de milliards disparaître? L'absurdité de l'économie mondiale s'abat sur la Grèce qui supporte tout, jusqu'au mépris des autres peuples d'Europe. C'est le monde qui est en dette envers la Grèce: hier pour son histoire, aujourd'hui pour ce que ses citoyen-ne-s endurent. La devise de la Grèce n'est ni l'euro ni la drachme, elle est le rappel dramatique du prix qu'elle a payé pour être libre: la liberté ou la mort, hymne à la démocratie et l'autodétermination des peuples.

Dimitri Andronicos



Viktor Orbán, chef d'État hongrois, nationaliste et démagogue: symbole de l'Europe à venir?

RUSSIE

L'avènement de la démocratie

La Russie fascine. La Russie répugne. La Russie ne laisse personne indifférent, sauf, on l'a cru pendant longtemps, les Russes eux-mêmes, ceux qui affrontent, quotidiennement, les injustices et traditions russes dans leur quotidien. La surprise fut grande quand 100'000 Russes sont descendus dans la rue pour protester contre la fraude aux élections législatives du 4 décembre 2011 que le parti gouvernemental a emporté avec une confortable majorité.

L'ère Poutine donnait pourtant l'impression d'apaiser les esprits après la période sanglante des années 90, marquée par l'arrivée du capitalisme

prédateur et la disparition rapide des structures sociales: la croissance économique fut galopante (en 2007, le PIB a cru de 8,5%) et un sentiment de «sécurité» a pu être imposé grâce aux politiques violentes produisant le «silence des morts» dans le Caucase et la Tchétchénie. Néanmoins, la concentration des pouvoirs économiques, politiques et médiatiques dans les mains du gouvernement, digne du régime soviétique, n'a pas su convaincre la population malgré un appareil de propagande impressionnant. Le torse nu de Poutine ne couvre plus les dysfonctionnements dans tous les domaines de la société.

RAS-LE-PECTIVE

«Re...
«faites...
les slog...
du 10 d...
Bolotna...
des enj...
dizaine...
dans la...
dirigé...
rale, le...
ainsi q...
marqué...
tis opp...
par le g...
heurte...
celui d...
pris au...
mouver...



uto-
et
de

le, enfin?

**BOL ET MANQUE DE PERS-
S POLITIQUES**
«Rendez-nous les élections»,
l'amour, pas la guerre»: les
ans de la manifestation
décembre 2011 sur la place
ia montrent la diversité
eux qui ont poussé des
s de milliers des Russes
rue. Le soulèvement est
contre la fraude électo-
gouvernement en place
que le paysage partisan
é par la présence des par-
positionnels fictifs créés
gouvernement. Mais il se
à un problème majeur,
e la difficulté du parti-
delà de l'opposition. Les
ments libéraux se battent

HONGRIE

Orban et la fin possible de la démocratie

Aux élections de 2010 en Hongrie, le parti de Viktor Orbán, le *Fidesz*, a obtenu une majorité écrasante à l'Assemblée, avec plus de deux-tiers des sièges. Les institutions garanties de la démocratie ont alors entamé un déclin rapide. Les institutions démocratiques sont vidées de leur contenu. La législation se fait sur mesure, et est entièrement dirigée par le gouvernement, ou plus précisément par Orbán. Récemment, une «procédure d'urgence» pour les projets de lois a été introduite, pour «accroître l'efficacité» du parlement: le temps de lecture et de discussion des projets peuvent être réduits quasiment à néant.

Tous les postes-clés de l'État ont été attribués aux fidèles du gouvernement. La justice se voit également soumise à une influence politique directe; en témoigne le harcèlement juridique des adversaires politiques. Les médias «publics» sont sous l'influence directe du gouvernement. Celles et ceux qui n'ont pas Internet en Hongrie sont donc complètement privés d'informations

objectives. Le dernier bastion encore à conquérir pour le gouvernement reste la Banque centrale, pour pouvoir contrôler la politique monétaire, ainsi que mettre la main sur les réserves de devise. Les attaques du gouvernement contre son président ont d'ailleurs alerté la Commission européenne.

NOUVELLE CONSTITUTION

L'œuvre d'Orbán devait être achevée par l'écriture d'une nouvelle constitution complètement rétrograde, à la fin de 2011. La majorité des deux-tiers dont dispose le *Fidesz* lui permet véritablement d'éterniser ses décisions. Ainsi, l'imposition sur le revenu ou le système des retraites sont bétonnés dans des «lois cardinales» qui ne sont pas modifiables par une majorité simple. Orbán l'a dit ouvertement: il veut lier les mains des prochains gouvernements pour dix à vingt ans...

Comment en est-on arrivé là? Depuis son échec aux élections législatives de 2002, le parti d'Orbán (à l'époque le premier ministre sortant) a mené

une guerre permanente contre les partis de gauche au pouvoir. Le lieu de cette guerre n'a pas été le parlement, mais principalement la rue. Cela a commencé par la contestation de la légalité des élections de 2002. Orbán ne s'est pas résigné à sa défaite et a appelé les gens à manifester. Son slogan à l'époque était déjà révélateur: «La patrie ne peut pas être dans l'opposition». Le *Fidesz* tenait alors des conférences de presse quotidiennes, lors desquelles les apparatchiks dénonçaient systématiquement toutes les mesures prises par le gouvernement. L'important était d'éviter tout débat et de pouvoir mener le combat par des slogans répétés à l'infini, dans un environnement médiatique plutôt favorable à ce type de messages.

DES ÉLECTIONS GARANTIES?

En 2010, la tactique de cette droite fascisante a porté ses fruits. Le *Fidesz* a pu remporter les élections avec un peu plus de 50% des suffrages exprimés, qui lui a valu plus des deux-tiers des sièges à l'Assemblée. Grâce à cette majorité, le *Fidesz* a pu redécouper les circonscriptions, rendant extrêmement difficile pour l'opposition de gagner de futures élections. Les élections libres sont en péril, ce qui pourrait signifier rien de moins que la fin de la démocratie. Une domination autoritaire, voire dictatoriale, de longue durée s'esquisse à l'horizon.

Balazs Berkovits
Sociologue, journaliste
indépendant, Budapest

du côté des nationalistes et des nostalgiques de l'ère soviétique: ce front commun est uni dans sa contestation du régime, mais quel prix faudra-t-il payer le jour où il éclatera et qu'il faudra se partager les nouveaux espaces de participation politique?

DIRECTION LA LIBERTÉ?

Malgré les difficultés, la revendication de la démocratie, de l'État de droit et de la fin de la corruption sont une innovation majeure pour la Russie du 21^e siècle. Le gouvernement arrive à ses limites en discréditant l'opposition ou en promettant des réformes douteuses. Les Russes ont une chance unique

d'acquérir l'autonomie face aux puissants derrière les murs du Kremlin. Néanmoins, un enjeu reste dans l'ombre: les droits individuels. Dans une société où les filles grandissent toujours avec l'espoir de faire un mariage avantageux et où la moindre revendication des droits LGBTIQ peut coûter la vie, le plus gros reste à faire. Espérons que les esprits démocratiques sauront faire de la Russie une démocratie moderne, respectueuse des droits politiques et individuels de chacun-e.

Olga Baranova

WEF

Bilan de la mascarade

La réunion annuelle du Forum économique mondial a pris fin samedi 30 janvier 2012 à Davos. Comme chaque année, les dirigeant-e-s des plus grandes puissances économiques et politiques du monde ont débattu pendant une semaine de ce qu'ils jugent être les défis importants du moment. Sur le thème «*The Great Transformation: Shaping New Models*» («la grande transformation: construire de nouveaux modèles»), la réunion se voulait critique sur les limites du modèle capitaliste.

À l'heure de faire le bilan, la presse s'étonne que le forum se soit terminé sans réponses sur les échecs du modèle économique

actuel, tandis que les organisateurs affirment que la réunion a été «une corne d'abondance d'intelligence, avec 260 sessions traitant de sujets allant des secrets de l'univers aux remèdes à apporter au capitalisme, rassemblant les géants du monde intellectuel, des affaires, des arts et de la culture». Ces deux constats font bien rire, ou plutôt pleurer quand on se souvient de l'imperméabilité de ce regroupement d'élites qui discutent dans leur paisible bulle de cristal des problèmes du monde. Pour la démocratie, on repassera! Les critiques de cette grande mascarade ont cette année encore été rappelées par une équipe de militant-e-s,

dans le cadre de manifestations et autour d'*Occupy Davos*. Mais la couverture médiatique de ces événements n'a sans surprise pas été à la hauteur de la réunion officielle, si ce n'est pour commenter les émeutes bernoises...

À l'année prochaine, peut-être que cette fois, nos mécènes trouveront, entre deux coupes de champagne, la réponse aux malheurs de notre monde!

Line Rouyet

1. Dans la version originale: «*a cornucopia of intellectual fare, with some 260 sessions on everything from the Secrets of the Universe to Fixing Capitalism, and a cast of the world's intellectual business, arts, cultural and social giants*».

ÉTATS-UNIS

Big Brother ACT(A)

La liberté: c'est sous cette bannière que souvent se regroupe la droite économique la plus extrême, entretenant la confusion avec le libéralisme. Concernant les droits sur Internet et la propriété intellectuelle, ça ne rigole pas. Lorsque des grands intérêts économiques s'inquiètent, le résultat est rapide. Il prend ici la forme d'un traité international visant, en gros, à instaurer une sorte de «*Big Brother*» d'Internet. Tout y est: absence totale de transparence dans la négociation des traités, création d'une instance de contrôle complètement indépendante des organisations internationales, et, surtout, restriction des libertés individuelles, notam-

ment des internautes. ACTA (c'est le nom du traité) a d'ailleurs aussi deux petites sœurs, SOPA et PIPA, qui sont construites sur la même logique et la même absence de transparence, et qui sont en débat aux États-Unis.

Le problème est le suivant: les informations, données, fichiers, œuvres qui peuvent se partager sur Internet ont des coûts de production fixes, mais sont gratuits à démultiplier. Or, le modèle actuel de financement des producteurs de contenu est totalement déconnecté de cette réalité: les grandes entreprises veulent toujours se battre pour un modèle où l'on paie individuellement chaque copie de quelque chose, même si elle ne

coûte rien à produire. Le résultat est que quelques producteurs reçoivent l'écrasante majorité des revenus, alors que la plupart ne peuvent pas vivre de leur travail. Les intermédiaires comme les maisons de disques collectent une part massive de l'argent.

ACTA amènerait des problèmes majeurs: possibilité de fermer des sites qui ne plaisent pas à une autorité nommée arbitrairement, contrôle de ce que les gens font sur Internet, contrôle de ce qu'ils peuvent publiquement y dire, etc. Ça rappelle méchamment les régimes autoritaires que la même droite libérale adore critiquer...

Samuel Bendahan

LE POING Nous décernons notre poing du mois à **Philipp Hadorn**, découverte de la législature au sein du groupe socialiste en provenance de Soleure. Professant ouvertement sa foi chrétienne, le Conseiller national fraîchement élu, après un article peu flatteur dans *20*

Minuten («Un socialiste veut concentrer l'enseignement sur Jésus plutôt que sur Darwin»), en rajoute une couche sur son site personnel en disant toute la réserve qu'il éprouve face à l'avortement et au mariage homosexuel, «incompatible avec l'état naturel de la famille». Lorsque Hadorn explique qu'il ne se sent pas minoritaire au sein du groupe socialiste, on se prend à faire rimer christianisme avec autisme.



LA ROSE Il faut bien admettre que, dans la soporifique campagne présidentielle française, il y a un candidat de gauche dont les discours combatifs donnent véritablement envie de s'engager dans le débat politique. Non, il ne s'agit pas de François Hollande, ni d'Eva

Joly, mais bien de **Jean-Luc Mélenchon**. Il prône exactement le type de réformisme radical que nous cherchons à défendre dans nos pages, prend au sérieux les propositions politiques avancées dans la campagne, et redonne au premier tour de l'élection présidentielle un peu de son sens. Pour le faire avec panache et franchise, et en donnant une voix à celles et ceux qui sont en colère, il mérite bien notre rose de ce mois.



LIVRES

La faim dans le monde réexpliquée

Avec *Destruction massive*, Jean Ziegler prolonge ses dernières réflexions et reprend ses différentes antiennes. Solidement documenté et agrémenté de ses différentes expériences de rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008, *Destruction massive* montre l'étendue des problèmes liés à la faim.

Ziegler précise bien que la faim n'est pas un phénomène naturel. Il n'y a pas trop d'êtres humains sur terre (non, les Africain·e·s ne font pas trop d'enfants), les ressources sont suffisantes, et le marché promu aussi bien par l'OMC et le FMI n'est pas la panacée. Malgré une surproduction alimentaire, «toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Sur une planète qui regorge pourtant de richesses [...]. Il n'existe donc à cet égard aucune fatalité. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné» (p. 13). La question que pose Ziegler et qui traverse le livre est donc: qui sont les assassins? Qui sont

ces affameuses·eurs qui combattent le droit à l'alimentation (article 25 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*)?

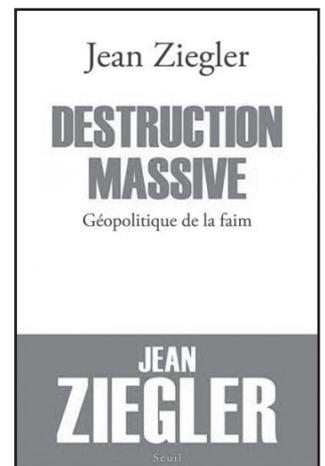
Ziegler pointe du doigt plusieurs ennemis du droit à l'alimentation, en particulier les promoteurs zélés du libre-échange, les industriel·le·s des agrocarburants et les spéculatrices·teurs. C'est pourquoi «la nourriture doit être considérée comme un bien public» (p. 198) afin d'empêcher que le FMI et l'OMC ne promeuvent des mesures créant des désordres alimentaires. L'OMC considèrerait ainsi que les pays bénéficiant d'aide alimentaire jouissaient d'un avantage commercial; Ziegler qualifie joliment Pascal Lamy de «Savonarole du libre-échange», traquant «sans pitié les déviants du dogme libre-échangiste» (p. 194). D'autres dangers menacent: la production des agrocarburants au détriment des denrées alimentaires crée des désastres alimentaires, sociaux et écologiques. En outre, cela renforce un processus de dépossession des paysan·ne·s du Sud à travers l'accaparement de leurs

terres par des compagnies privées ou des États étrangers.

Selon Ziegler, la seule façon de terrasser le monstre est la mobilisation des actrices·eurs qui sont les principales forces du combat contre la faim. «La rupture, la résistance, le soutien des peuples aux contre-pouvoirs sont indispensables, à quelque niveau que ce soit. Globalement et localement» (p. 339). Comme parfois avec Ziegler, on pourra regretter un certain manque de nuances, moins dans le constat général que dans la description du rôle de certain·e·s actrices·eurs. Mais, avec lui, on ne pourra que constater que la destruction massive, elle, ne s'embarrasse guère de nuances.

Mathieu Gasparini

À lire:
Jean Ziegler, Destruction massive, géopolitique de la faim, Paris, Le Seuil, 2011.



HISTOIRE DES IDÉES

Rousseau ou la pensée travestie

L'année 2012, en plus d'être apocalyptique, sera également rousseauiste. La célébration du tricentenaire de la naissance du citoyen genevois suscite en effet un enthousiasme foisonnant: conférences, débats, banquets, expositions, spectacles, promenades et autres méditations sur l'île Saint-Pierre. Entre autres, les projets – un «Rousseau pour tous» organisé par la Ville de Genève et un «Rousseau, chemins ouverts» à Neuchâtel – entendent ainsi rendre hommage aux multiples facettes de l'œuvre de l'écrivain. Il faut dire que Rousseau, comme d'ailleurs bon nombre de ses contemporains, était un penseur éclectique; il a étudié

les systèmes de notations musicales et la botanique aussi bien que l'histoire et la théorie politique.

Revisiter la pensée de Rousseau et la rendre visible est, sans aucun doute, une bonne et nécessaire initiative. La manière d'en rendre compte en revanche pose davantage problème. En effet, faire en sorte que chacun·e y trouve son compte traduit une volonté bien dans l'air du temps: la recherche du consensus. À coup de morcellement et d'éparpillement, les commémorations tendent ainsi, dans un même mouvement, à reléguer Rousseau au rang de curiosité historique, tout

comme elles évacuent la radicalité et les aspects subversifs de sa pensée. Car avant d'être botaniste et théoricien de la musique, on rappellera que Rousseau était d'abord un trublion, pourfendeur de l'ordre établi. Pour s'en convaincre, il suffit de (re)lire ses diatribes contre la représentation politique et son remède: une égale participation de tout·e·s aux décisions politiques, condition indispensable à la liberté. Mais les restauratrices·eurs de la pensée rousseauiste, souvent proches du pouvoir, ont-ils intérêt à rappeler cela?

Thierry Bornand

ASILE

L'action de la Conseillère fédérale Sommaruga

Dans notre numéro de décembre 2011, nous avons sévèrement critiqué Simonetta Sommaruga pour son action à la tête du DFJP. Peut-être n'est-il pas inutile de revenir sur certaines de ses décisions et déclarations, tout en écoutant attentivement ce que les associations de défense des requérant-e-s disent à leur propos.

1. L'INVASION DES TUNISIEN-NE-S

La Conseillère fédérale a très tôt alerté l'opinion sur une vague d'immigration de jeunes hommes déferlant sur l'Europe, conséquence de la disparition des dictatures d'Afrique du Nord. Cette rhétorique était pour le moins

3. LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DE TRAITEMENT DES DOSSIERS

En septembre 2011, elle déclare à L'Hebdo qu'il faut «rétablir la crédibilité de la politique d'asile». Les autorités suisses comprendraient-elles enfin qu'elles ne doivent pas refouler à tour de bras? Qu'on se détrompe: «Mon but est de traiter 80% des cas en 120 jours», affirme la Conseillère fédérale, en prétendant alors que la durée moyenne de traitement est actuellement de 1400 jours. Les associations impliquées dans le domaine ont rapidement fait remarquer que le second chiffre comprend la durée nécessaire aux mesures de renvoi, mais pas le premier, tout en ajoutant que, sur ce point, Sommaruga s'était aventurée là où Blocher lui-même n'avait pas osé aller.

4. LES DEMANDES D'ASILE DANS LES AMBASSADES

Simonetta Sommaruga a hérité des précédents titulaires du poste (Christoph Blocher et Eveline Widmer-Schlumpf) un projet de nouvelle loi sur l'asile qu'elle n'a guère modifié. Celui-ci supprime par exemple la possibilité de déposer une demande d'asile dans les ambassades suisses à l'étranger. Cette pratique distinguait la Suisse des autres pays, et pour ce qui nous concerne, ce devrait être pour une fois un sujet de fierté quant à la politique d'asile du pays. Apparemment, Simonetta Sommaruga ne partage pas notre opinion sur ce point, et prétend pouvoir distribuer des visas humanitaire à la place. Les associations engagées dans le domaine de l'asile estiment que soit cela ne changera rien, soit cela enrichira les réseaux d'immigration clandestine.

5. QUAND LES REQUÉRANT-E-S FONT DE LA POLITIQUE

Les activités politiques des requérant-e-s d'asile en Suisse seront punies si les fonctionnaires du DFJP estiment que celles-ci ont pour seul but d'étayer une demande d'asile. Le fait que les

personnes qui aideraient des requérant-e-s dans leur combat politique puissent aussi être inquiétées est quant à lui proprement abject.

6. L'EXPULSION DES DÉSERTEUSES-EURS

L'exclusion des déserteuses-eurs d'armées étrangères des catégories permettant de demander l'asile en Suisse faisait elle aussi partie des propositions de Blocher. Elle contrevient aux Conventions de Genève, et montre bien l'amnésie historique des personnes qui l'ont imaginée, puis soutenue politiquement (oui, cela inclut la Conseillère fédérale Sommaruga).

QUELLE POLITIQUE DE GAUCHE?

L'arrivée d'une socialiste à la tête du DFJP avait fait surgir quelques espoirs au sein des milieux de défense de l'asile en Suisse. Ces espoirs ont cependant été rapidement balayés par la politique menée par le département, qui s'est inscrite dans la plus stricte continuité par rapport au passé. La socialiste n'a pas utilisé ses marges de manœuvre, certes faibles, pour tenter de ramener la politique d'asile suisse à la raison. De plus, comme toujours, le fait que la politique d'asile soit pilotée par une membre du PS a rendu muets les parlementaires de son parti, qui pourtant combattaient naguère les propositions sur lesquelles ils et elles se contentent aujourd'hui de courageusement s'abstenir.

Sur le fond, tout semble en fait indiquer que Simonetta Sommaruga considère qu'il y a bien une «question de l'immigration» à régler. Ce fut pendant des années le discours de l'UDC, qui a peu à peu contaminé le reste de la droite (la convaincre n'était pas difficile, elle affirmait la même chose quelques décennies plus tôt), une fraction significative de la population, et, manifestement, quelques notables socialistes.

Antoine Chollet



Une socialiste très à l'aise avec les décisions de ses prédécesseurs.

surprenante dans la bouche d'une socialiste, très largement déliée de la réalité et à vrai dire assez honteuse compte tenu des liens entre la Suisse et lesdites dictatures. Les avoirs volés par ces dernières et cachés en Suisse permettraient de financer l'accueil de millions de réfugié-e-s, venir prétendre que ce sont elles et eux qui nous menacent relève dès lors d'une inversion de toutes nos valeurs politiques.

2. LA «TRADITION HUMANITAIRE»

En juin 2011, Simonetta Sommaruga reprend, en réponse aux questions d'un journaliste de Swissinfo, la vieille antienne de la droite sur la «tradition humanitaire» de la Suisse. Faut-il lui rappeler que la seule tradition suisse en matière d'immigration, c'est celle du racisme d'État et de la xénophobie plus ou moins institutionnalisée? La Suisse n'a jamais accueilli volontiers que les dissident-e-s des anciens pays communistes, S. Sommaruga devrait le savoir.

LIVRES

Pas de quartiers pour la police

Dans son dernier livre, Didier Fassin s'attaque à un terrain de recherche inhabituel pour ce spécialiste de la santé publique. Il a mené une enquête ethnographique par intermittence entre 2005 et 2007 dans une circonscription de la région parisienne, observant principalement les activités quotidiennes d'une brigade anti-criminalité. Fassin a choisi une forme de narration particulière, invitant à une réflexion politique sur le rôle de la police et sur son contrôle démocratique, et s'adresse à chaque citoyen-ne, rappelant le besoin de connaître et comprendre une situation avant de la juger, mais aussi celui d'avoir le courage de dire et d'entendre la vérité et d'envisager d'autres manières de faire.

Il parvient ainsi à rendre intelligibles les pratiques policières dans les quartiers dits «sensibles» en observant et conversant de façon informelle

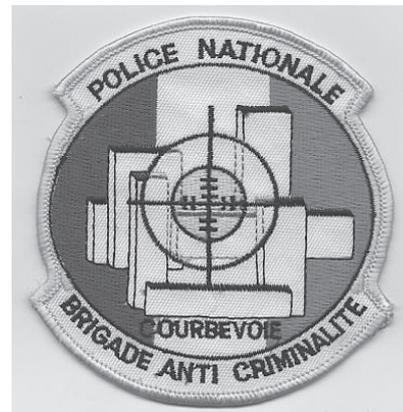
avec les policières-ers, tout en veillant à ne pas tenir pour responsables des individus mais une politique «qui constitue ou légitime des pratiques, parfois illégales, en faisant accomplir à des gardiens de la paix souvent novices les tâches ingrates d'une répression inefficace et en leur désignant pour cible de leurs actions les populations les plus vulnérables» (p. 339). Et s'il est un processus qui devient intelligible dans cette enquête, c'est bien que l'utilisation abusive de la «force publique» dans ces quartiers n'a pas pour but la sécurité de ses habitant-e-s, mais bien le maintien d'un ordre social par des humiliations et des contraintes, et par la soumission à la police, qui s'octroie le droit de contrôler les identités, de fouiller et d'interpeller sans motif légal.

Si la situation française n'est pas entièrement comparable à la situation suisse, notamment

en terme d'organisation policière et de ségrégation territoriale, l'ouvrage mérite toute notre attention de par ses qualités scientifiques et littéraires et sa remise en question citoyenne de l'idéologie sécuritaire, nous donnant ainsi quelques pistes pour sortir d'un certain défaitisme qui semble parfois gagner la gauche sur cette problématique.

Stéphanie Pache

À lire: Didier Fassin, *La force de l'ordre, une anthropologie des polices de quartier, Paris, Le Seuil, 2011.*



Le sympathique insigne de la BAC de Courbevoie

SUISSE

Une meilleure police

Quel canton suisse n'a pas connu sa grève ou sa manifestation des polices? Zurich, Vaud, Genève y goûtent régulièrement. Loin de nous ici l'idée de contester les vertus de la grève, bien sûr. Toutefois, le mot grève renvoie aussi à une histoire de solidarité dans laquelle il est parfois malaisé d'inscrire les forces policières.

En effet, ce qui distingue les policières-ers d'autres fonctionnaires est leur regroupement systématique en corporation. Ce syndicalisme policier essentiellement corporatif est finalement contre-productif pour les autres secteurs de la fonction publique. Les conditions de travail des policières-ers sont plutôt bonnes si on les compare à des métiers aux formations comparables, et ces associations font passer aisément leurs messages sécuritaires dans les médias.

Aussi, quand il s'agit de négocier, les syndicats corporatifs sont souvent en position de force et du coup obtiennent régulière-

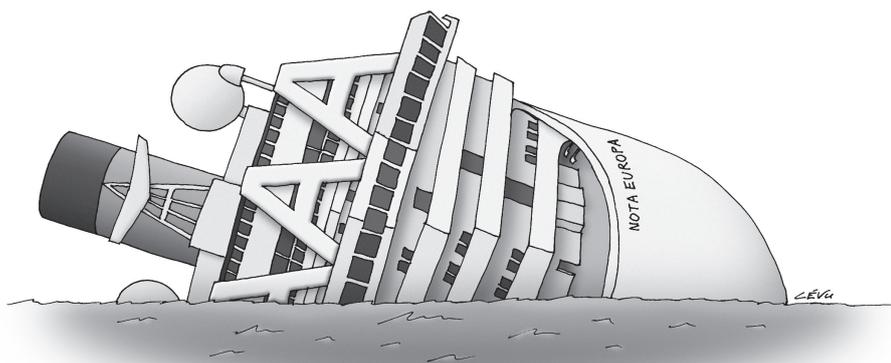
ment ce qu'ils demandent. Malgré quelques vaines résistances, les différents gouvernements cantonaux ont ainsi pris l'habitude d'accéder aux demandes policières. Les multiples réformes du statut des fonctionnaires dans les cantons ont bien montré ce mécanisme: dès que les associations du personnel de la police ont protesté, ces dernières ont obtenus des indemnités supplémentaires ou des surclassements. L'exemple de la réforme «Decfo/Sysrem» en 2009 dans le canton de Vaud est à ce titre édifiant. Puis, aussitôt que les policières-ers ont vu leurs revendications salariales satisfaites, ils et elles se sont désolidarisés du mouvement de l'ensemble de la fonction publique. Preuve, s'il en faut, que le syndicalisme corporatif est un syndicalisme qui limite au maximum les liens transversaux entre les travailleuses-eurs.

En faisant cela, il prend ses distances avec ce qui constitue l'essence des syndicats d'une

part, c'est-à-dire la solidarité entre les travailleuses-eurs où la lutte est collective et vise à l'amélioration des conditions de vie de toutes (sans parler de transformation sociale). D'autre part, il se coupe des ressources sociales liées à l'activité syndicale. Si la police est parfois vue comme une force de répression, c'est aussi parce que les policières-ers ne participent pas à la vie syndicale et à la solidarité transversale entre les travailleuses-eurs.

Ce fonctionnement autonome des policières-ers est donc certainement un des facteurs à prendre en considération lorsqu'on discute de respect, de violence, de sécurité ou de la nécessité d'augmenter de façon exponentielle les effectifs policiers. Peut-être que la participation solidaire des membres de la police à des syndicats regroupant des travailleuses-eurs de tout horizon rendrait les actions de tous plus efficaces et plus populaires?

Mathieu Gasparini



Plusieurs pays de la zone euro perdent leur triple A.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Incohérences

On est content que Beat Kappeler ait décidé de ne pas suivre ses préceptes: il a bien pris sa retraite à 65 ans.

Novartis

Pour sauver les emplois, Daniel Rosselat aurait même proposé à Vasella de venir chanter à Paléo.

WEF

De nombreux absents à Davos cette année: le fils Kadhafi, Mubarak, Ben Ali, Steve Jobs... Le capitalisme va mal!

Règles internes

La BNS veut contraindre ses membres à avoir un compte aux îles Caïman: au moins là, Blocher ne pourra pas les retrouver.

Protèses PIP

Selon M^e Barillon, leur concepteur n'a jamais prétendu qu'elles étaient authentiques.

Football

Une nouvelle équipe en *Super League*: le FC Champ-Dollon. Les salaires ne sont pas payés, mais les joueurs sont au moins nourris et logés gratuitement.

Axe franco-allemand

En louant l'exemple allemand, Sarkozy voulait-il se mettre dans les traces du général, ou dans celle du maréchal?

SALLE DES PAS PERDUS

Le socialiste absent

Depuis le lancement de la campagne présidentielle en France, les socialistes savent que moins leur candidat en dira, plus il aura de chances d'être élu. Ne fâcher personne, contenter un peu tout le monde et, surtout, regarder d'un air amusé le président en exercice s'empêtrer dans la gestion de la crise. Dialogue à peine imaginaire:

- «M. Hollande, que pensez-vous du nucléaire?

- La France ne peut s'en passer, mais nous ne devons pas transmettre le fardeau des déchets à nos enfants.

- Qu'en est-il de la dette?

- Nous ne pouvons laisser nos enfants payer nos dépenses.

- Et l'Europe?

- L'Allemagne est une alliée indéfectible de la France.

- Les fonctionnaires sont-ils trop nombreux?

- La fonction publique mérite notre respect.

- Que pensez-vous de Nicolas Sarkozy?

- Qui ça?»

Ce doit être une certaine forme de socialisme post-moderne, ou une nouvelle édition du dictionnaire des idées reçues... AC

SITE INTERNET

Nouveautés sur notre site Internet

En plus des textes sur l'affaire Hildebrand évoqués dans notre éditorial, vous trouverez ce mois-ci sur notre site Internet l'article complet de Balazs Berkovits sur la Hongrie (p. 7), et des recensions des livres de Tony Judt, *Contre le vide moral* (Héloïse d'Ormesson, 2011) et d'Henri Weber, *La nouvelle frontière* (Le Seuil, 2011).